



Le dernier rapport de Human Right Watch indique que, malgré la libération de Maurice Kamto, et d'autres prisonniers, le pays est encore loin de garantir le plein respect des droits de l'homme.

Faisant rapport sur la décision du président Paul Biya de libérer Maurice Kamto, ses alliés et ses partisans que 333 détenus de la crise anglophone, l'Organisation s'est félicitée de cette nouvelle, tout en indiquant que le gouvernement avait encore beaucoup à faire pour garantir le respect des droits de l'homme dans le pays.

L'Organisation a révélé que les détentions illégales et les mauvais traitements infligés à des détenus étaient monnaie courante au Cameroun.

Elle a pris le cas du militant anglophone, Karim Abdoul Ali, qui aurait été arrêté le 25 septembre et s'est vu refuser l'accès à un avocat pendant cinq jours.

Selon le rapport, Abdul Karim Ali a été conduit au secrétariat d'Etat à la Défense (SED). Il a ensuite été traduit devant le tribunal militaire de Yaoundé et inculpé d'actes de terrorisme, de financement du terrorisme et de sécession.